



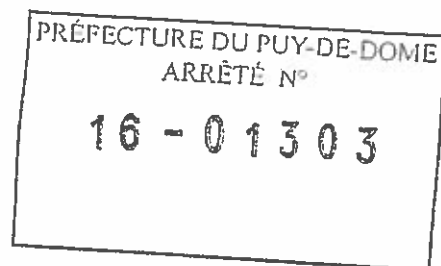
Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT,
DE L'AMÉNAGEMENT ET DU LOGEMENT
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

UNITÉ INTER-DÉPARTEMENTALE
CANTAL / ALLIER / PUY-DE-DÔME



ARRÊTÉ COMPLEMENTAIRE N°
imposant des travaux de remise en état du centre d'enfouissement
de déchets industriels banals de la société BOURBIE à Issoire
représentée par Maître Thierry SUDRE, mandataire judiciaire.

La Préfète du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-7, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et L.514-19 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 21 décembre 1987 autorisant les établissements BOURBIE S.A, dont le siège social est ZI des Listes - BP 44 - 63502 Issoire, à exploiter, au lieu-dit « Les Listes » dans la zone industrielle d'Issoire, un centre d'enfouissement technique de déchets industriels banals provenant d'installations classées ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 02/03388 du 6 septembre 2002 autorisant la société BOURBIE S.A à poursuivre et à étendre l'exploitation du centre d'enfouissement de déchets industriels banals en ZI « les Listes » sur le territoire de la commune d'Issoire ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 07/02984 du 21 juin 2007 mettant en demeure la société BOURBIE S.A de respecter les conditions d'exploitation du centre d'enfouissement technique de déchets industriels banals ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 09/02355 du 8 septembre 2009 ordonnant consignation de somme ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 10/00873 du 1^{er} avril 2010 mettant en jeu les garanties financières souscrites par les Ets BOURBIE ;
- Vu** le dossier de notification de la cessation d'activité du centre d'enfouissement technique des « Listes » à Issoire (rapport ANTEA n° 50943/A de juin 2008) ;
- Vu** les recommandations établies par le cabinet spécialisé ANTEA dans le dossier de fin de travaux n° 69029/A de novembre 2012 ;
- Vu** les prescriptions techniques formulées par le bureau d'études ANTEA dans l'étude géotechnique n°83885/A du 5 avril 2016 ;
- Vu** le rapport, en date du 6 avril 2016, de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques en date du 22 avril 2016,

L'exploitant entendu :

Considérant que sur les terrains occupés par l'ancien centre d'enfouissement BOURBIE ont été confinés des déchets industriels banals en quantité importante ;

Considérant qu'il y a lieu de terminer les travaux de remise en état du site afin de pérenniser le confinement des déchets (protection des géomembranes) et assurer la gestion des eaux météoriques conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 07/02984 du 21 juin 2007 et de l'arrêté n° 09/02355 du 8 septembre 2009 ordonnant la consignation d'une somme ;

Considérant que sur le site un projet d'installation d'entreprises est en cours d'étude ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture du Puy-de-Dôme

Arrête

Article 1^{er}

Cet article vient compléter l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 02/03388 du 6 septembre 2002 et précise en substance que la société BOURBIE S.A, représentée par Me Thierry SUDRE, mandataire judiciaire, est chargée d'exécuter ou de faire exécuter au droit de l'alvéole 2 du centre d'enfouissement technique de la S.A BOURBIE, qui occupe en partie les parcelles BE 431, 432, 433, 434, 473 et une parcelle non cadastrée du domaine public sur la commune d'Issoire, les travaux de remise en état préconisés dans le rapport d'ANTEA n° 83885/A.

Ces travaux consistent à mettre en œuvre, sur l'ensemble de l'alvéole n°2, une membrane géosynthétique de renforcement et une couche de 0,50 mètre de matériaux 0/80.

Article 2

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 3

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.
En application du dernier alinéa du 1° du II de l'article L.171-8, l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative compétente devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Article 4

Le présent arrêté sera affiché à la mairie d'Issoire pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les services du maire. Le même extrait sera affiché en permanence et de façon visible à l'entrée du site.

Un avis sera inséré, par les soins du préfet et aux frais des propriétaires, dans deux journaux locaux ou régionaux, diffusés dans le département du Puy de Dôme.

Article 5

Le présent arrêté sera notifié à :

- SELARL SUDRE représentée par Me Thierry SUDRE es qualité de liquidateur judiciaire des Ets BOURBIE.
- Monsieur Claude BOURBIE, exploitant de la S.A BOURBIE.

et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

Ampliation en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;
- Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de Clermont-Ferrand ;
- Monsieur le Maire d'Issoire ;
- Monsieur le Président de la communauté de communes d'Issoire ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, Unité inter-Départementale Cantal / Allier / Puy-de-Dôme

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Clermont-Ferrand, le **31 MAI 2016**

Pour la Préfète et par délégation
la Secrétaire Générale

Signé
Béatrice STEFFAN